

Le Sénateur Iván Cepeda présente une action de tutelle contre Duque pour avoir militarisé une partie de la Colombie

Image not found or type unknown



Bogotá 4 juin (RHC) Le sénateur du Pôle Démocratique, Iván Cepeda, a présenté une action de tutelle au Conseil d'État contre le président de la Colombie, Ivan Duque, pour avoir ordonné la militarisation de

huit départements et 13 villes du pays.

Le député de l'opposition a dénoncé le fait que le décret 575 de 2021 constitue la déclaration d'une commotion intérieure qui attribue à la force publique des fonctions qui outrepassent ses compétences et, en outre, elle viole le droit à la participation politique et au respect de la légalité constitutionnelle.

Le 28 mai dernier, alors que la grève antigouvernementale durait depuis un mois, Duque, par l'intermédiaire du Ministère de l'Intérieur, a émis le décret contesté 'donnant des instructions pour la préservation et le rétablissement de l'ordre public'.

Avec la tutelle légale, Cepeda demande qu'on ordonne au président de suspendre l'application du décret critiqué.

Il a dénoncé le fait que Duque a empêché le Congrès de la République et la Cour constitutionnelle d'exercer un contrôle politique et automatique, respectivement, du décret et des mesures qu'il contenait, a déclaré Cepeda.

En outre, il a publié le texte normatif sans la signature de tous ses ministres, il a omis de fixer une limite temporelle à son application et il s'est abstenu d'indiquer les raisons qui ont conduit à son expédition, a-t-il souligné.

Selon Cepeda, en émettant un décret de commotion intérieure sous la forme d'un décret réglementaire, Duque ignorait les exigences formelles des états d'exception constitutionnelle.

L'organisation Collectif d'Avocats José Alvear Restrepo a déclaré que cette loi élargit les aspirations d'un régime autoritaire qui cherche à consolider son projet politique fondé sur la négation de la démocratie et des droits de l'homme.

Il avertit que le gouvernement national entend placer l'ordre public et les intérêts des secteurs politiques et économiques privilégiés qui soutiennent le régime actuel au-dessus des droits et libertés fondamentaux tels que le droit de manifester consacré par la Constitution politique.

'Cette nouvelle règle fait partie d'une chaîne d'ordres incendiaire que le gouvernement, par l'intermédiaire de ses hauts fonctionnaires, a émis contre la protestation sociale, à laquelle il a donné un traitement de guerre, en privilégiant la répression plutôt que la négociation avec les secteurs sociaux et populaires en grève –a-t-il souligné.

Il a en outre relevé qu'il s'agit d'une stratégie claire pour dissimuler les troubles internes, mais aussi les abus systématiques de la police et les opérations conjointes entre civils armés et membres de la force publique.

L'action en tutelle est prévue dans la Constitution colombienne comme le moyen judiciaire par excellence de protéger les citoyens contre l'usage arbitraire de la force publique lorsque cet usage porte atteinte à leurs droits fondamentaux et peut résulter d'actions de la force publique.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/259545-le-senateur-ivan-cepeda-presente-une-action-de-tutelle-contre-duque-pour-avoir-militarise-une-partie-de-la-colombie>



Radio Habana Cuba